

RÉDACTEUR EN CHEF :
ERNEST VAUQUELIN

Pour ce qui concerne la Rédaction, s'adresser au Secrétaire
34, rue Tupin, à Lyon

LA RÉDACTION NE RÉPOND PAS DES MANUSCRITS QUI NE SONT ADRESSÉS

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	Un an
Rhône et départ. limit.	5 fr.	10 fr.	18 fr.
Autres départements ..	7 fr.	14 fr.	26 fr.
Etranger (Union post.)	10 fr.	20 fr.	40 fr.

(On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste)

LA TRIBUNE

Organe de la Démocratie Radicale

DE LA RÉGION DU RHONE

RÉDACTEUR EN CHEF :
ERNEST VAUQUELIN

Pour l'Administration, s'adresser à l'Administrateur
34, rue Tupin, à Lyon

LETTRES NON AFFRANCHIES SERONT REFUSÉES

ANNONCES

Les annonces du journal sont reçues exclusivement :

A LYON, à l'Agence FOURNIER, 14, rue Confort
et dans ses succursales de Saint-Etienne et de
Grenoble.

A PARIS, chez M. AUDEBOURG, 10, place de la
Bourse.

LES SCRUTINS D'HIER

La journée du 17 avril peut être marquée d'une croix blanche comme en faisaient les anciens pour les jours heureux, ou mieux encore d'une croix rouge, car cette journée a vu toute une série de victoires républicaines d'un bout à l'autre du territoire de la République.

Dans le département de l'Eure, hier encore inféodé à la réaction, où l'on ne votait que pour les Janviers de la Mothe et les de Broglie, pour les candidats bonapartistes ou royalistes, mais toujours cléricaux, un républicain, M. Milliard, vient d'être élu, battant son concurrent monarchiste de près de trois mille voix.

Dans la Haute-Garonne, il y a balottage. Pour l'emporter sur le réactionnaire, il a manqué 1,900 voix environ à M. Calvinhac, candidat des républicains. Mais si l'on songe que la députation nommée dans la Haute-Garonne, aux élections d'octobre 1885, était tout entière monarchiste, on ne sera pas surpris que le candidat républicain n'ait pu passer dimanche au premier tour, surtout si l'on réfléchit que M. Calvinhac appartient au parti avancé et que sa place est marquée à l'Extrême-Gauche. C'est même ce dernier détail qui explique son demi succès. M. Calvinhac a été soutenu la mort dans l'âme, par M. Reinach, dans la République Française et par le sénateur Hébrard dans le Temps.

Certains électeurs opportunistes ont préféré se conformer aux républicains à peine dissimulés de M. Reinach et de M. Hébrard plutôt qu'à leurs obligations de commande en faveur de la discipline républicaine. Une fois de plus, on a vu ce qui s'est passé tant de fois : soucieux avant tout des intérêts supérieurs de la République, fidèles à l'engagement pris, les radicaux, dans l'Eure, ont loyalement voté pour le candidat opportuniste contre le candidat monarchiste. Dans la Haute-Garonne, au contraire, les opportunistes, soucieux avant tout des intérêts de leur coterie, ont manqué, quelques-uns au moins, à l'engagement pris par leur parti et se sont abstenus, faisant ainsi le jeu du candidat royaliste.

Ils ont quinze jours pour se repentir de cette félonie et pour assurer le triomphe du candidat républicain.

Dimanche encore, un républicain était élu conseiller général à Orléans, un autre à Lectoure; à Givors, la liste républicaine pour le conseil municipal passait tout entière, enfin à Lyon où les réactionnaires n'osent même plus affronter la lutte, les électeurs municipaux répondaient comme on l'a vu hier.

L'attitude de la presse lyonnaise a été assez curieuse à observer pendant la dernière semaine. Les appréciations sur le scrutin de dimanche ne sont pas moins intéressantes.

Le Progrès qui avait inséré les noms des divers candidats sans recommander personne, enregistre le résultat sans plus de commentaires.

Le Petit Lyonnais qui avait recommandé tout le monde se borne, également, à publier les chiffres de scrutin.

Le Lyon-Républicain qui s'était, lui aussi, à peu près désintéressé de la question, et qui avait simplement invité, (seulement le matin du vote), les électeurs à se rendre au scrutin, et à nommer les candidats du Central sans trop leur dire pourquoi, se plaint aujourd'hui du nombre des abstentions.

Il s'en plaint, mais il se les explique.

C'est une indifférence fort regrettable; qui se précipitera des affaires de notre ville, demande notre confrère, et nous nous en désintéressons nous-mêmes ? Il est vrai que beaucoup d'électeurs n'ont pas dû se sentir très encouragés à voter en lisant, au dernier moment, sur les affiches du Comité central, à la fin d'un mandat municipal sagement rédigé, certain article réclamant la suppression du Sénat.

Et il termine en jetant par dessus bord un article du programme qui lui semble détonner avec le modérantisme bien connu du comité central.

Le rédacteur en chef du Lyon-Républicain qui, pour donner plus de portée à cette note, l'a signée de ses initiales L. J., dit rudement son fait à ce comité d'énigmatismes et d'éluthéromanes, patron du farouche Lavigne, et de Cohendy plus incorruptible que Robespierre.

Il était difficile, déclare sévèrement M. L. Jantet, d'introduire dans un mandat municipal une clause politique aussi radicalement impolitique. On se demande, en vérité, comment il peut venir encore à des républicains l'idée de réclamer la suppression du Sénat, qui est incontestablement aujourd'hui une des meilleures garanties de la République.

Si le Comité Central eût joint à ses autres communications le texte du mandat qui contenait cet article — et nous nous demandons pourquoi il ne l'a pas fait, notre protestation exagérée ne se serait pas fait attendre.

Le Courrier de Lyon seul a défendu nettement le Comité central. Je n'estime pas que ce comité ait éprouvé un échec. Tel n'est pas notre avis. Tel n'est pas non plus l'avis des témoins qui ont assisté à la bataille sans y prendre part et qui, confondant dans une égale horreur nos amis et ceux du Courrier, sont assez bien placés pour apprécier nettement la situation.

Voici comment ces témoins — les journaux monarchistes de Lyon — s'expriment à propos des élections municipales de dimanche.

Le Nouvelliste :

Le Comité central est battu dans les 3^e et 6^e arrondissements; voilà le résultat le plus clair de cette élection.

Dans le 3^e comme dans le 6^e arrondissement les abstentions ont été nombreuses. C'est de l'indifférence qui frise le mépris.

L'Express :

On voit qu'en somme un opportuniste est seul élu.

Dans le 5^e arrondissement, les deux candidats du comité central sont assurés de

leur élection parce qu'ils n'ont pas de concurrents; mais ils n'ont pu réunir seulement le quart des inscrits.

Dans les 3^e et 6^e arrondissements, c'est le comité de l'Alliance qui a la majorité; les opportunistes perdent du terrain.

En résumé, défaite partielle des opportunistes, et surtout indifférence électorale complète.

Le Salut Public :

La caractéristique de l'élection d'hier a été l'indifférence des électeurs, la constatation des divisions du parti républicain et l'affaiblissement sensible de l'influence du comité central.

L'examen du nombre des votants suffit pour prouver la vérité de ces observations. La dernière, celle de la diminution de l'influence du comité central est corroborée, ce matin, par un fait d'une certaine importance.

Le Lyon républicain avait, jusqu'à présent, compté parmi les journaux qui défendaient le comité central, et l'importance de son tirage donné à cet appui une valeur incontestable.

Or, le comité central se trouvant sans doute débordé par les comités plus radicaux, essaya, à la dernière heure, de sauver la situation de ses candidats au prix du sacrifice de quelques-unes de ses théories. Il chercha celle de ses convictions à laquelle il tenait le moins, et se décida à introduire dans son programme, au dernier moment, un article demandant la suppression du Sénat.

Le Lyon Républicain proteste énergiquement contre cette adjonction subrepticement dont il ne lui avait point été parlé pendant la période électorale, et s'élève vivement contre la suppression du Sénat.

Il est probable que la défection du Lyon Républicain entrainera celle d'un nombre plus ou moins considérable d'adhérents du comité central.

Le Comité central présentait cinq candidats, il n'a pu en faire passer qu'un seul. A moins de considérer que la nomination de M. Cohendy, qui n'avait pas de concurrent, soit tellement importante qu'elle pousse faire oublier MM. Valat, Lavigne et les deux Collob, Pierre et fils restés sur le carreau électoral, on ne peut pas voir un triomphe pour le Comité central dans la journée de dimanche.

Si, d'ailleurs, le Courrier ne trouve pas le Comité central suffisamment battu pour qu'on le plaigne, qu'il veuille bien faire aux électeurs crédit de six jours seulement.

Dans les abstentionnistes du V^e arrondissement, il n'y a pas que des indifférents. Il y a des électeurs qui ont voulu juger en connaissance de cause; maintenant qu'ils connaissent et qu'ils ont pu apprécier, au point de vue politique, MM. Lavigne et Collob, on va de notre côté, leur présenter d'autres candidats, et pas plus tard que dimanche prochain, il sera facile de constater qu'« abstention » n'est pas toujours synonyme d'indifférence.

Dans les deux autres arrondissements nos amis ont sept cents voix de majorité, nos adversaires ont fait donner toutes leurs troupes et il n'est pas probable qu'il pousse, d'ici le 24, une nouvelle moisson d'électeurs opportunistes pour le comité central.

C'est une graine qui ne germe plus guère depuis un certain temps, pas plus à la Guillotière qu'autre part.

ERNEST VAUQUELIN.

LETTRE DE PARIS

Paris, 18 avril.

La plupart des journaux s'occupent de discours que M. Clémenceau vient de prononcer à la Seyne, dans le Var; ce chaleureux appel à l'union de tous les républicains a, comme on pouvait s'y attendre, un grand retentissement. S'ensuit-il que les excellents conseils du leader de l'extrême gauche aient chance d'être suivis? Pour ma part, je n'en crois rien.

Comme l'a dit en fort bons termes M. Clémenceau, la discussion, contre laquelle on voudrait réagir provient de ce que, parmi les républicains, les uns, considérant la République comme achevée, reculent effrayés devant l'idée seule d'opérer quelques réformes, tandis que les autres voudraient démocratiser nos institutions, débarrasser la France des habitudes féodales et des mœurs antéglitairiennes que lui ont données douze siècles de monarchie, faire aux abus une guerre incessante, en un mot tirer de la République toutes les améliorations et tous les progrès que comporte cette forme de gouvernement.

Entre les républicains-bornés et les républicains progressistes, je crois bien que l'accord, si désirable pourtant, ne s'établira pas de sitôt. M. Clémenceau serait certainement le dernier à conseiller à ses amis de suspendre la réalisation de leur programme; les radicaux continueront donc, cela est certain, à réclamer de la République toutes les utiles réformes qu'elle a mission de faire et qui, à proprement parler, sont la seule raison d'être. De leur côté, les opportunistes — il faut bien les appeler par leur nom — continueront à s'opposer, comme ils l'ont fait jusqu'ici, à toutes les innovations démocratiques. Et la division que déplore l'éloquent député du Var persistera, en dépit du péril monarchique, qui cependant devrait conseiller l'union la plus étroite.

C'est qu'il est profondément humaine que deux hommes ne puissent envisager un unique objet sous le même angle. Les opportunistes prétendent qu'ils désirent, comme nous, l'avènement de la démocratie, et je veux bien les croire de bonne foi; seulement, au lieu d'aller vers elle, ils marchent vers le but commun, on peut affirmer que dans cinquante ans nous serons à peu près au point où nous sommes aujourd'hui. Or, il est peu probable que le peuple attende cinquante années de patience; si la République continue à faire faillite à ses promesses, ceux qui l'ont acclamée, fondée et défendue, pourront bien s'en désaffectionner.

C'est à quoi ne pensent guère, semble-t-il, ceux qui conseillent le piétinement sur place et poussent les hauts cris lorsqu'un républicain moins timoré propose quelque changement qui lui paraît une amélioration. Un homme de beaucoup d'esprit a défini ainsi l'opportunisme : « l'art de ne jamais rien trouver d'opportun. » Cela semble une boutade; c'est bel et bien une solide vérité.

Quelle est, en effet, la réforme dont l'opportunité n'ait pas été contestée par ceux-là mêmes que M. Clémenceau convie à l'union? Je prends un exemple récent : l'extrême gauche a proposé, dans la dernière session, la suppression des sous-préfets, rouage administratif aussi coûteux qu'inutile. Certes, la motion n'avait rien d'inat-

tendu ni de révolutionnaire; il y a bien un demi siècle que l'on se demande à quoi servent les sous-préfets et que l'on parle de les supprimer. Cependant, vous avez vu avec quelle opiniâtreté toute une partie de la gauche s'est opposée à l'adoption de cette réforme anodine, qui permettrait pourtant de réaliser une sérieuse économie.

Aujourd'hui, M. Goblet, qui a son plan, propose ingénieusement de supprimer, non toutes les sous-préfectures, mais seulement soixante-six d'entre elles; et, avec un machiavélisme profond, il ordonne à ses préfets de demander aux conseils généraux leur avis sur ce projet. La réponse n'est pas douteuse; il est bien certain que toutes ou presque toutes les assemblées départementales vont se prononcer avec empressement contre une mesure qui enlèverait à un grand nombre de petites villes leur seul élément de vitalité politique. S'il s'agit d'une loi commune, peut-être se serait-on résigné à la subir, dans l'intérêt général. Mais quelle est la sous-préfecture, qui admettra qu'on lui enlève l'unique fleuron de sa couronne, alors que la bourgeoisie rivale, la sous-préfecture voisine sera épargnée? Il va se produire, évidemment, ce qui s'est produit, il y a quatre ans, quand il fut question de supprimer un certain nombre de petits tribunaux où les procès à juger sont moins nombreux que les juges en exercice : chaque député reconnaît l'utilité de la mesure, mais aucun d'eux n'admettait que l'on touchât aux sièges judiciaires de son département.

Il en est de même pour toutes les réformes; celles-là seules sont utiles et possibles, qui sont radicales. En matière de finances, comme en matière d'organisation administrative ou de politique générale, les demi-mesures sont non-seulement inefficaces, mais toujours nuisibles et souvent désastreuses. Si, au lieu d'essayer d'appliquer le Concordat de Bonaparte, on avait employé à résoudre, une fois pour toutes, la question des rapports de l'Eglise et de l'Etat, le quart de la diplomatie qu'il a fallu pour résister aux menées cléricales et faire rentrer dans l'ordre les évêques, il y a longtemps que le problème serait résolu, et que la grosse difficulté devant laquelle on hésite encore aujourd'hui aurait disparu.

Malheureusement, il est des républicains aux yeux desquels toutes ces vérités, pour nous évidentes, apparaissent comme des sophismes et à qui il semble doux et commode de s'endormir dans la République monarchique. Ceux-là ne renonceraient pas à leurs habitudes de fer vaillance; comme nous ne renoncera pas, nous, à nos revendications et à nos luttes pour la conquête d'un régime vraiment démocratique. C'est affaire de tempérament et aussi de conscience. Les uns croient qu'il est bon et sage de rester immobiles; les autres estiment que le devoir commande de marcher en avant. Entre ceux-ci et ceux-là, comment l'entente s'établira-t-elle? M. Clémenceau ne nous la dit — et pour cause! — dans son très remarquable et très éloquent discours de la Seyne.

Maurice RENAUD.

L'EMPRUNT DU CONGO

La Justice proteste, dans les termes qu'on va lire, contre l'émission en France de l'emprunt du Congo.

On nous affirme, de bonne source, que la Société générale de Bruxelles a conclu un arrangement avec la Banque de Paris et des Pays-Bas, pour l'émission en France de l'emprunt du Congo, montant comme le savent nos lecteurs, à la somme de 150 millions. On n'a pas oublié qu'il s'agit d'une émission à lots. M. Jules Ferry avait promis par lettre d'autoriser la circulation en France des titres de cet emprunt qui, d'après la loi française, constituent de véritables billets de loterie. Aujourd'hui c'est M. Goblet qui, sans consulter le Parlement, autoriserait la circulation des billets de la loterie belge. Nous ne pouvons accepter que les contribuables français soient invités à mettre la main à la poche, pour rétablir la fortune personnelle des Belges, gravement compromise dans les affaires du Congo. Nous supplions de nouveau M. Goblet de ne se laisser à aucun prix dans une si déplorable aventure.

Les protestations de la Justice obtiennent l'adhésion de tous les citoyens qui reprouvent les opérations louches, favorables aux opportunistes en général et à Jules Ferry en particulier.

DÉPÊCHES

DE LA « TRIBUNE »

Par fil télégraphique spécial

Le Discours de M. Clémenceau à La Seyne

Paris, 18 avril.
Le Petit Var et à sa suite plusieurs journaux rapportent que M. Clémenceau, dans une réunion publique à La Seyne, aurait dit : « Le péril extérieur ne vient pas du peuple, il vient de ceux qui sont à la tête de la nation. » Appliquée à la nation française et à son gouvernement, cette phrase serait dénuée de sens. C'est du peuple allemand et de ses gouvernants que M. Clémenceau a parlé.

INFORMATIONS

DUEL SANS MERCI

Saumur, 18 avril.
On assure qu'une rencontre des plus graves aurait eu lieu, ces jours derniers, dans le manège de Saumur, entre deux élèves de l'école de cavalerie, MM. G. de Puisse et Empis, le fils du médecin bien connu de l'hôpital de la Charité.

M. Empis, percé de part en part, n'aurait survécu que quelques minutes à ses blessures; M. de Puisse aurait reçu au bras une blessure assez grave pour nécessiter l'amputation.

LE NAUFRAGE D'UN VAPEUR ANGLAIS

Ajaccio, 18 avril.
Le vapeur anglais échoué, mais non sombré sur les Roches-des-Moines, venait de Bombay.
50 passagers ont pu atterrir. — 200 autres sont encore en détresse à bord du vapeur.

Un vapeur de la compagnie Morelli est parti avec le préfet et le consul anglais opérer le sauvetage.

LA STATUE DE VERGINGÉTORIX

Gien, 18 avril.
La ville de Gien, qui, la première se souleva contre la domination de Rome, ouvre une souscription nationale pour élever une statue à Vergingétozix.

Feuilleton de LA TRIBUNE du 19 AVRIL 1887

71

GERMINAL

PAR

ÉMILE ZOLA

QUATRIÈME PARTIE

V

Etienne demeura un peu honteux de cette bonne fortune. On ne se vantait pas d'avoir eu la Mouquette. En s'en allant, il se jura de ne point recommencer. Et il gardait un souvenir amical, pourtant, elle était une brave fille. Quand il entra au coron, d'ailleurs, des choses graves qu'il apprit lui firent oublier l'aventure. Le bruit courait que la Compagnie consentirait peut-être à une concession, si les délégués tenaient une nouvelle démarche près du directeur. Du moins, des portions avaient répandu ce bruit. La vérité était que, dans la lutte engagée, la mine souffrait plus encore que les mi-

neurs. Des deux côtés, l'obstination entassait des ruines; tandis que le travail crevait de faim, le capital se détruisait. Chaque jour de chômage emportait des centaines de mille francs. Toute machine qui s'arrêtait, est une machine morte. L'outilage et le matériel s'altéraient, l'argent immobilisé fondait, comme une eau due par du sable. Depuis que le faible stock de houille s'épuisait sur le carreau des fosses, la clientèle parlait de s'adresser en Belgique; et il y avait là, pour l'avenir une menace. Mais ce qui effrayait surtout la Compagnie, c'était qu'elle cachait avec soin, c'étaient les dégâts croissants, dans les galeries et les tailles. Les portions ne suffisaient pas au raccommodage, les bois cassaient de toutes parts, des éboulements se produisaient à chaque heure. Bientôt, les désastres étaient devenus tels, qu'ils devaient nécessiter de longs mois de réparation, avant que l'abâtage put être repris. Déjà, des histoires couraient la contrée : à Grécecourt, trois cents mètres de roie s'étaient effondrés d'un bloc, bouchant l'accès de la veine Cinq-Paumes; à Madeleine, la reine Marguerite s'émiettait et s'emplissait d'eau. La Direction refusait d'en convenir, lorsque brusquement, deux accidents l'un sur l'autre, l'avaient forcée d'avouer. Un matin, près de la Pielaine, on trouva le sol fendu au-dessus de la galerie nord de Miroir, éboulée de la veille; et le lendemain, ce fut un affaissement intérieur du Voreux qui ébranla tout un coin de faubourg, au point que deux maisons faillirent disparaître.

Etienne et les délégués hésitaient à

risquer une démarche, sans connaître les intentions de la Régie. Danscert, qu'ils interrogèrent, évita de répondre; certainement, on déplorait le malentendu, on ferait tout au monde afin d'amener une entente; mais il ne précisait pas. Ils finirent par décider qu'ils se rendraient près de M. Hennebeau, pour mettre la raison de leur côté; car ils ne voulaient pas qu'on les accusât plus tard d'avoir refusé à la Compagnie une occasion de reconnaître ses torts. Seulement, ils jurèrent de ne céder sur rien, de maintenir quand même leurs conditions, qui étaient les seules justes.

L'entrevue eut lieu le mardi matin, le jour où le coron tombait à la misère noire. Elle fut moins cordiale que la première. Meheu parla encore, expliqua que les camarades les envoyaient demander si ces messieurs n'avaient rien de nouveau à leur dire. D'abord, M. Hennebeau affecta la surprise; aucun ordre ne lui était parvenu, les choses ne pouvaient changer tant que les mineurs persistaient dans leur révolte détestable; et cette raideur autoritaire produisait l'effet le plus fâcheux; à tel point que, si les délégués s'étaient dérangés avec des intentions conciliantes, la façon dont on les recevait aurait suffi à les faire s'obstiner d'avantage. Ensuite, le directeur voulut bien chercher un terrain de concessions mutuelles; ainsi, les ouvriers accepteraient le paiement du bésage à part, tandis que la Compagnie hausserait ce paiement des deux centimes dont on l'accusait de profiter. Du reste, il ajoutait qu'il prenait l'offre sur lui, que rien n'était résolu, qu'il se flattait

pourtant d'obtenir à Paris cette concession. Mais les délégués refusèrent et répétèrent leurs exigences : la maintenance de l'ancien système, avec une hausse de cinq centimes par berline. Alors, il avoua qu'il pouvait traiter tout de suite, si les pressa d'accepter au nom de leurs femmes et de leurs poils mourant de faim. Et, les yeux à terre, le crâne dur, ils dirent non, toujours non, d'un branle farouche. On se sépara brutalement. M. Hennebeau faisait claquer les portes. Etienne, Maïgrat et les autres, s'en allaient, tapant leurs gros talons sur le pavé, dans la rage muette des vaincus poussés à bout.

Vers deux heures, les femmes du coron tentèrent, de leur côté, une démarche près de Maïgrat. Il n'y avait plus que cet espoir, fléchir cet homme, lui arracher une nouvelle semaine de crédit. C'était une idée de la Maheude, qui comptait souvent trop sur le bon cœur des gens. Elle décida la Brûlé et la Levaque à l'accompagner; quant à la Pierronne, elle s'excusa, elle raconta qu'elle ne pouvait quitter Pierrot, dont la maladie n'en finissait pas de guérir. D'autres femmes se joignirent à la bande, elles étaient bien une vingtaine. Lorsque les bourgeois de Monton les virent arriver, tenant la largeur de la route, sombres et méprisables, ils hochèrent la tête d'inquiétude. Des portes se fermèrent, une dame cacha son argentier. On les rencontra ainsi pour la première fois, et rien n'était d'un plus mauvais signe : d'ordinaire, tout se gâtait, quand les femmes battaient ainsi les chemins. Chez Maïgrat, il y eut une scène vio-

lente. D'abord, il les avait fait entrer, récaut, feignant de croire qu'elles venaient payer leurs dettes; ça, c'était gentil, de s'être entendu, pour apporter l'argent d'un coup. Puis, dès que la Maheude eut pris la parole, il affecta de s'emporter. Est-ce qu'elles se flichaient du monde? Encore du crédit, elles venaient donc de le mettre sur la palette? Non, plus une pomme de terre, plus une miette de pain! Et il les renvoyait à l'épicière Verdonck, aux boulangers Carouble et Smelten, puis qu'elles se servaient chez eux, maintenant. Les femmes l'écoutaient d'un air d'humilité peureuse, s'excusaient, quittaient dans ses yeux s'il se laissait attendrir. Il recommença à dire des farces, il offrit sa boutique à la Brûlé, si elle le prenait pour gérant. Une telle lâcheté les tenait toutes, qu'elles en rirent; et la Levaque renchérit, déclara qu'elle voulait bien, elle. Mais il fut aussitôt grogrié. Il les poussa vers la porte. Comme elles insistaient, suppliantes, il en brutalisa une. Les autres, sur le traitoir, le traitèrent de venin, tandis que la Maheude, les deux bras en l'air, dans un élan d'indignation vengeresse, appelait la mort, en criant qu'un homme pareil ne méritait pas de mourir.

Le retour au coron fut lugubre. Quand les femmes rentrèrent les mains vides, les hommes les regardèrent, puis baissèrent la tête. C'était fini, la journée s'acheverait sans une cuillerée de soupe; et les autres journées s'étonnaient dans une ombre glacée, où ne luisait pas un espoir. Ils avaient voulu cela, aucun ne parlait de se rendre. Cet excès de misère les faisait s'entêter

d'avantage, unes, comme des bêtes traquées, résolues à mourir au fond de leur trou, plutôt que d'en sortir. Qui aurait osé parler le premier de soumission? On avait juré avec les camarades de tenir tous ensemble, et tous tiendraient, ainsi qu'on tenait à la fosse, quand il y en avait un sous un éboulement? Ça se devait, ils étaient là-bas à une bonne école pour savoir se résigner; on pouvait se servir le ventre pendant trois jours, lorsqu'on avait la force d'en supporter trois jours de douze ans; et leur doucement se donnait ainsi d'un orgueil de soldats, d'hommes fiers de leur métier, ayant pris, dans leur lutte continuelle contre la mort, une victoire du sacrifice.

Chez les Maheu, la source fut effrénée. Tous se taisaient, assis devant le feu mourant, ou fumant la dernière patée d'escallage. Après avoir vidés les melas poignés poignés, on s'était décidé l'avant-veille à vendre pour trois francs le coucou; et la pièce semblait nue et morte, depuis que le tacte familial ne l'emplissait plus de son bruit. Maintenant, au milieu du buffet, il ne restait d'autre luxe que la boîte de carton rose, un ancien cadeau de Maheu, auquel la Maheude tenait comme à un bijou. Les deux bonnes chaises étaient parties, le père Bornemort et les enfants se seraient sur un vieux banc moussu, rentré du jardin. Et le crépuscule livide qui tombait, semblait augmenter le froid.

(A suivre)

Deux comités se sont formés, un comité d'honneur et un comité d'exécution. Le comité d'honneur a pour présidents les ministres de la guerre, de l'instruction publique et des beaux-arts.

MALADIE DU PÈRE LOYSON

Paris, 18 mars.
Le père Loyson (ex-père Hyacinthe), est gravement malade et a dû cesser d'offrir dans sa chapelle.

MOUVEMENT ADMINISTRATIF COMPLÉMENTAIRE

Paris, 18 avril.
M. Grévy vient de signer, sur la proposition du ministre de l'intérieur le mouvement administratif complémentaire suivant :

M. de Pinot, nommé dans le précédent mouvement, secrétaire général des Alpes-Maritimes, est maintenu, sur sa demande, dans le Calvados.

M. Bru d'Isquille, secrétaire général de la Dordogne, est nommé dans les Alpes-Maritimes.

M. Alapetite, nommé par le dernier décret secrétaire général dans le Calvados, passe dans la Dordogne.

INCIDENT AU CONSEIL GÉNÉRAL DE BELFORT

Belfort, 18 avril.
L'ouverture de la session du conseil général du territoire de Belfort a été marquée par un incident dont voici les détails.

À début de la séance, M. Warnod, vice-président, lut une lettre de M. Japy, député, dans laquelle ce dernier s'excusait de ne pouvoir prendre part, pour raison de santé, à la session.

M. Fréry, sénateur et membre du conseil, déclara aussitôt qu'il refusait de signer tant que M. Japy ne serait pas parvenu.

M. Grizey, membre républicain se joignit à M. Fréry et tous deux quittèrent la salle.

Le conseil général ne comprenant que 5 membres le départ des deux conseillers républicains réduisit l'assemblée à 2 membres seulement, tous deux réactionnaires. M. Warnod vice-président et M. Keller qui n'ont pas pu délibérer valablement.

L'administrateur de Belfort va, pour appliquer la loi du 1^{er} avril 1886, convoquer de nouveau dans les 48 heures, le conseil qui pourra alors délibérer valablement.

LE PAIN CHER

Narbonne, 18 avril.
On annonce, dit le *Salut de l'Aude*, que le prix du pain a subi à Narbonne une augmentation de 2 centimes par kilogramme.

L'ITALIE ET L'EXPOSITION

Paris, 18 avril.
Le *Diritto* annonce que l'Italie avait officiellement répondu qu'elle ne participerait point à l'Exposition.
Le *Temps* dément cette nouvelle et affirme que la réponse officielle de l'Italie n'est point encore parvenue à Paris.

L'EXPOSITION DE 1889

Paris, 18 avril.
La deuxième sous-commission des travaux de l'Exposition de 1889 s'est réunie aujourd'hui, et a approuvé la livraison des verres striés destinés à la couverture de la galerie des machines. Elle a arrêté ensuite les termes de la convention à passer avec la ville pour la fourniture destinée à l'alimentation de l'Exposition.

IMMENSE INCENDIE

Genève, 18 avril.
Un grand incendie s'est déclaré, avant-dernier, vers deux heures du matin, aux numéros 10 et 12, de la rue Thaberg, à Genève. Les pompiers de la ville, de Lancy et de Sancy, ont apporté les premiers secours.
Aucun accident de personnes n'est à signaler. Le vent violent, qui venait du nord, et soufflait depuis deux jours sur Genève, fit craindre, pendant quelques instants, un plus grand sinistre.
La toiture des deux maisons a été rapidement la proie des flammes; les appartements inférieurs ont beaucoup souffert de l'inondation produite par les pompes réunies. A 4 heures du matin, tout danger était conjuré; mais, à 6 heures, plusieurs pompes surveillaient encore le foyer de l'incendie.

Publication de LA TRIBUNE du 19 AVRIL 1887

70

LA

COMTESSE SARAH

PAR

GEORGES OHNET

PREMIÈRE PARTIE

XV

— Va, mon bonhomme, murmura le notaire, je sais ce qu'il faut faire, et si tu pars, c'est qu'il n'y aura pas moyen que tu fasses autrement.

— La campagne a été très dure, alors ? dit La Livinière à Séverac.

— Il a fallu endurer surtout de grandes privations, répondit P.erro. Le manque d'eau nous a fait beaucoup souffrir. Dans le désert, toute la stratégie consiste à s'emparer des puits et des sources. Celui qui tient les points d'eau est maître de la situation. Les

LA POLITIQUE ITALIENNE

Rome, 18 avril.

La déclaration ministérielle qui sera lue à l'ouverture de la Chambre sera très courte. La longueur de la crise sera expliquée par le besoin de constituer un cabinet fortement soutenu par le Parlement, afin de faire face à la situation des affaires d'Afrique.

On fera appel à la conciliation des partis. La déclaration évitera de parler de la politique étrangère et des alliances. Elle signalera les armements des puissances pour justifier la demande de crédits de guerre. Elle se terminera par un exposé des projets financiers du cabinet.

Le conseil des ministres a décidé que la direction de la politique africaine partagée jusqu'à présent entre les deux ministères des affaires étrangères et de la guerre ressortira désormais au dernier.

Le ministre de la guerre aurait l'intention de former des corps de troupes coloniales. Il veut aussi augmenter les armées spéciales, artillerie, génie, cavalerie.

On dit que M. de Solms, ambassadeur d'Allemagne à Madrid, sera nommé ambassadeur à Rome en remplacement de M. Von Kender.

Dépêches de l'Étranger

Par fil spécial de la Tribune

LES RESTES DE ROSSINI

Florence, 18 avril.
Hier est parti pour Paris M. le marquis Torrigiani, spécialement chargé par le gouvernement italien de recevoir les restes de Rossini et de les transporter à Florence où ils seront déposés le 3 mai dans l'église de Santa-Croce.

RAPPEL DE L'ENVOYÉ ITALIEN

Bucharest, 18 avril.
D'après un bruit qui se répand, le comte Tornelli, envoyé d'Italie à Bucharest va être rappelé à cause de la trop grande intimité qu'il avait avec M. Ilirco, ministre de Russie.

On regarde ce déplacement comme une nouvelle preuve de l'alliance intime qui existe entre l'Italie et l'Allemagne.

CARAVANE DE MORMONS

Londres, 18 avril.
Une caravane de trois cents Mormons s'est embarquée hier à Liverpool allant s'établir à Lake-Salt City (Utah).

TENTATIVE CRIMINELLE

Londres, 17 avril.
M. Hégaisty, magistrat très impopulaire, a été blessé samedi d'un coup de fusil près la gare de Mill's-Street. Le coupable a été arrêté.

EN AFGHANISTAN

Bombay, 18 avril.
Les derniers avis de l'Afghanistan constatent que les forces des Ghilzais du sud sont telles que les troupes envoyées de Candahar sont obligées de se retrancher.

Londres, 18 avril.
Une dépêche de Constantinople, adressée au *Times*, signale un échange très actif de communications entre la Russie et la Perse au sujet de l'Afghanistan.

FIN DE LA GRÈVE DE CHICAGO

New-York, 18 avril.
La grève des menuisiers de Chicago est terminée.

SÉCHERESSE AU TEXAS

Nouvelle-Orléans, 18 avril.
Par suite de la sécheresse, 4,000 familles dans le Texas sont réduites à la plus extrême misère.

LA SANTÉ DU PRINCE DE PRUSSE

Berlin, 18 avril.
Une affection dont est atteint le prince impérial de Prusse paraît présenter un caractère cancéreux.

LES AFFAIRES DE BULGARIE

Sofia, 18 avril.
Un regrettable incident s'est produit à Bourgas. Deux soldats ont arrêté M. Richard, vice-consul anglais, qu'ils prenaient pour un espion. Le préfet et le commandant militaire de Bourgas ont voulu l'ordre de se rendre auprès du consul pour lui faire des excuses officielles.

Vienne, 18 avril.
Une dépêche de Roustchouk dit que le ministre de la guerre bulgare vient de combler les vides causés par les démissions des officiers partisans de la Russie.

30 capitaines passent commandants ; 70 lieutenants deviennent capitaines ; 60 sous-lieutenants sont nommés lieutenants, et 170 cadets sont faits officiers.

L'Instruction du corps des officiers est déplorable. Beaucoup ont à peine reçu l'enseignement primaire.

Londres, 18 avril.
Le *Times* dit que les rapports entre la Russie et la Roumanie se sont refroidis à cause de l'attitude du gouvernement roumain à l'égard des réfugiés bulgares.

On dit que la Roumanie aurait l'intention de demander le rappel et le remplacement du ministre de Russie à Bucharest.

La persécution Allemande

Strasbourg, 18 avril.

La série continue :

La police de Mulhouse vient d'expulser M. Louis Zizlin, négociant dans cette ville et lieutenant dans l'armée territoriale française. M. Zizlin a, d'ailleurs obtenu un délai de vingt jours avant de quitter Mulhouse pour se rendre à Belfort.

MM. Édouard Richert, Meyer et Camille Münzer, qui avaient été arrêtés à Mulhouse sous l'inculpation d'être affiliés à la Ligue des patriotes, ont été remis en liberté mercredi soir.

Le sieur Batal, employé à la gare d'Als-sur-Moselle, accusé d'offense envers l'empereur, a été mis en état d'arrestation.

La gendarmerie a également mis en état d'arrestation M. Fuchs, propriétaire et comptable à Haguenau. M. Fuchs est accusé d'avoir tenu des propos injurieux pour l'empereur d'Allemagne, à propos de l'anniversaire de la naissance du souverain.

L'Express de Mulhouse annonce que l'artillerie de réserve est convoquée pour demain lundi. La période d'exercice durera du 18 au 29, c'est-à-dire douze jours.

LA SUISSE ET LES ÉTATS-UNIS

Berne, 18 avril.
Le Conseil fédéral a été informé par la légation suisse à Washington, que le gouvernement américain, par une note du 18 mars avait déclaré adhérer aux stipulations de la convention internationale, relative à la protection de la propriété industrielle.

Le Conseil fédéral a fixé l'entrée des États-Unis dans l'Union internationale au 18 mars de cette année. Il a été donné connaissance de cette accession aux États faisant partie de l'Union, soit : Belgique, Brésil, République Dominicaine, France, Grande-Bretagne, Espagne, Guatemala, Italie, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Salvador, Suède et Tunisie.

Le Conflit Anglo-Haïtien

Paris, 18 avril.
Le conflit anglo-haïtien ne paraît pas être encore terminé. En effet, M. Laforestrie, ministre d'Haïti à Paris, communique la note suivante aux journaux :

Le *Temps* publie une note qui tend à faire croire que le gouvernement haïtien a consenti à payer au gouvernement anglais une somme de 800,000 fr. Je m'empresse de vous faire connaître que cette nouvelle n'est pas exacte. Mon gouvernement ne peut admettre l'intervention d'une puissance étrangère en faveur de l'un de ses propres nationaux, ni transiger sur une pareille question. La seule transaction à laquelle, par déférence pour le gouvernement de Sa Majesté britannique, nous pourrions souscrire, et que nous n'avons cessé de proposer, consisterait à soumettre le différend à l'arbitrage d'une puissance amie.

La Question religieuse en Suisse

Berne, 18 avril.
Un grand débat a été engagé au conseil des États, relativement à la contestation dite de Manahiff. Il s'agit encore d'une querelle confessionnelle entre les catholiques orthodoxes et les catholiques libéraux.

Ces derniers, qui ont formé une petite communauté à Lucerne, réclament pour leur culte une église à Lucerne, ville qui en possède un grand nombre, ils ont jeté les yeux sur la petite église des Ursulines dite de Manahiff.

Le gouvernement lucernois, qui a la surveillance et la garde des églises a refusé de l'accorder. Il a en recours aux Chambres. Le conseil national a décidé en principe que les catholiques libéraux étaient fondés à demander l'église, qu'ils aient à eux de faire

profond de moi-même le souvenir de cet adieu, si plein de cœur, que vous m'adressiez. J'étais bien triste. Je venais de quitter ma mère, et je me disais que je n'aurais plus devant me les yeux d'une figure amie. Je me sentais déjà séparé de tous les miens, allant vers l'inconnu. C'est alors que je vous vis... Il me sembla que l'espoir revenait en moi... Je retrouvai mon courage... Et sans doute vous m'avez porté bonheur, puisqu'après avoir été si près de la mort, me voici revenu.

La jeune fille avait écouté ces paroles avec un recueillement délicieux. Elle tourna vers Pierre un regard d'une pureté angélique.

— Vous avez été protégé, monsieur, dit-elle en levant les yeux au ciel. Nous avons chaque jour prié pour vous.

En deux phrases, ils venaient de faire un tel progrès dans l'intimité l'un de l'autre qu'ils s'arrêtaient, la jeune fille en se sentant un peu confuse, le jeune homme en se voyant entraîné avec trop de rapidité à dire ce qu'il devait lui permettre de faire durer cet entretien en le rendant inoffensif.

— Vous avez été protégé, monsieur, dit-elle en levant les yeux au ciel. Nous avons chaque jour prié pour vous.

En deux phrases, ils venaient de faire un tel progrès dans l'intimité l'un de l'autre qu'ils s'arrêtaient, la jeune fille en se sentant un peu confuse, le jeune homme en se voyant entraîné avec trop de rapidité à dire ce qu'il devait lui permettre de faire durer cet entretien en le rendant inoffensif.

— Vous avez été protégé, monsieur, dit-elle en levant les yeux au ciel. Nous avons chaque jour prié pour vous.

En deux phrases, ils venaient de faire un tel progrès dans l'intimité l'un de l'autre qu'ils s'arrêtaient, la jeune fille en se sentant un peu confuse, le jeune homme en se voyant entraîné avec trop de rapidité à dire ce qu'il devait lui permettre de faire durer cet entretien en le rendant inoffensif.

— Vous avez été protégé, monsieur, dit-elle en levant les yeux au ciel. Nous avons chaque jour prié pour vous.

En deux phrases, ils venaient de faire un tel progrès dans l'intimité l'un de l'autre qu'ils s'arrêtaient, la jeune fille en se sentant un peu confuse, le jeune homme en se voyant entraîné avec trop de rapidité à dire ce qu'il devait lui permettre de faire durer cet entretien en le rendant inoffensif.

— Vous avez été protégé, monsieur, dit-elle en levant les yeux au ciel. Nous avons chaque jour prié pour vous.

En deux phrases, ils venaient de faire un tel progrès dans l'intimité l'un de l'autre qu'ils s'arrêtaient, la jeune fille en se sentant un peu confuse, le jeune homme en se voyant entraîné avec trop de rapidité à dire ce qu'il devait lui permettre de faire durer cet entretien en le rendant inoffensif.

— Vous avez été protégé, monsieur, dit-elle en levant les yeux au ciel. Nous avons chaque jour prié pour vous.

En deux phrases, ils venaient de faire un tel progrès dans l'intimité l'un de l'autre qu'ils s'arrêtaient, la jeune fille en se sentant un peu confuse, le jeune homme en se voyant entraîné avec trop de rapidité à dire ce qu'il devait lui permettre de faire durer cet entretien en le rendant inoffensif.

— Vous avez été protégé, monsieur, dit-elle en levant les yeux au ciel. Nous avons chaque jour prié pour vous.

En deux phrases, ils venaient de faire un tel progrès dans l'intimité l'un de l'autre qu'ils s'arrêtaient, la jeune fille en se sentant un peu confuse, le jeune homme en se voyant entraîné avec trop de rapidité à dire ce qu'il devait lui permettre de faire durer cet entretien en le rendant inoffensif.

LE VOYAGE DU KHAN DE KHIVA

Moscou, 18 avril.

On mande de Merv que M. le colonel Ali-khan, commandant du district de Merv, Pétersbourg, a fait les préparatifs nécessaires pour la réception solennelle du khan de Khiva qui entreprendra sous peu son voyage projeté en Europe en passant par Merv.

Durant l'absence du khan, Khiva sera gouvernée par l'héritier du Khanat, en qualité de régent.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

Le khan se rendra d'abord à Pétersbourg et de là à Berlin, Bruxelles, Londres. Il retournera à Khiva par Paris, Vienne et Constantinople.

VOIR NOS DERNIÈRES DÉPÊCHES

A LA 3^e PAGE

NOUVELLES MILITAIRES

LES TROUPES ALPINES

L'état-major général du ministre vient de donner des ordres pour que le 23^e bataillon alpin de chasseurs quitte Arles, le 18 avril, et se rende, par étapes, dans les cantonnements d'été qui lui ont été assignés dans les vallées du Var et de la Tinée.

La 1^{re} période de cantonnement commencera le 1^{er} mai et se terminera le 25 juin. Elle sera suivie d'une marche de 30 jours qui prendra fin le 25 juillet.

Du 27 juillet au 20 août, le bataillon sera de nouveau cantonné dans les vallées de la Tinée, du Var et du Verdon.

Enfin, le 21 août, le bataillon partira pour Arles, où il rentrera le premier septembre.

Pendant la première période de cantonnements, l'état-major du 23^e bataillon résidera successivement dans les localités suivantes :

Du 1^{er} au 15 mai, St-Sauveur ;
Du 16 au 31, Isola ;
Du 1^{er} au 10 juin, St-Etienne ;
Du 11 au 25, Beuil.

La 8^e batterie du 35^e d'artillerie, qui fait également partie du 6^e groupe alpin quittera Nîmes le 17 mai et arrivera à Isola le 1^{er} juin ; elle y restera du 1^{er} au 10 juin et occupera ensuite du 11 au 25 juin le village de Beuil.

Les 22^e et 28^e bataillon ont quitté Lyon pour leurs cantonnements d'été.

Le 12^e bataillon, qui est à Embrun, partira dans le courant de mai, ainsi que le 14^e qui est à Grenoble.

Les 6^e et 7^e sont partis de Marseille depuis le 4.

Tous ces bataillons exécutent des marches et manœuvres analogues à celles que nous détaillons plus haut pour le 23^e bataillon.

Notre correspondant particulier de Mâcon nous adresse le compte-rendu suivant de la conférence qui a eu lieu, dimanche, à Pierreclos :

Hier a eu lieu, comme nous l'avons annoncé, la conférence organisée par le cercle des *Amis du Progrès*.

Bien avant deux heures, la salle était déjà comble. Plus de cinq cents citoyens se pressaient dans la salle du Trianon, coquettement arrangée pour la circonstance.

A deux heures et quart, nos députés, Boullay, Boyssset, Lacrosette, Simyan, font leur entrée dans la salle accompagnés du président du Cercle du Progrès, du maire de Pierreclos et des membres du Cercle.

Un grand nombre de maires et conseillers municipaux des communes voisines les accompagnent.

La fanfare de Pierreclos, sous l'habile direction de M. Desroche, salve l'arrivée des conférenciers par une marche très brillamment exécutée.

Puis le citoyen Balvay, président du Cercle, un des plus vaillants républicains de la région, ouvre la séance par une allocution fort applaudie que nous résumons ci-dessous :

Après avoir remercié ses concitoyens d'avoir répondu avec tant d'empressement à l'invitation du Cerc

parole était comprise et combien elle répondait à leurs aspirations.

M. Boysses revenant sur les questions précédemment traitées par ses collègues, montre la nécessité absolue des réformes démocratiques ; il indique combien il est nécessaire que la société moderne se dégage des liens qui l'attachent encore à l'Église, il fait l'exposé sommaire des questions budgétaires indiquées en passant les économies à réaliser ; il insiste sur les progrès déjà faits et sur les réformes qui restent à accomplir. Puis, dans une magnifique péroraison, il montre la France forte et libre, et sait qu'il y a pour le gouvernement républicain quelques difficultés, mais combien elles sont moins grandes que celles qu'ont à subir les gouvernements monarchiques, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, etc. Et si nous sommes dans une meilleure situation, c'est grâce à la République qui a su réparer les fautes de l'empire, et qui saura faire de la France un grand pays libre et respecté.

Pour terminer la séance, M. Balvay remercie l'assistance de son empressement à répondre à l'appel du Cercle, et la fanfare, après avoir exécuté les plus brillants morceaux de son répertoire, entonne la *Marseillaise*.

La séance est levée au cri de : Vive la République !

BANQUET

A six heures, un banquet, admirablement servi par M. Dejeux, réunissait une cinquantaine de convives. Nous y remarquons M. Thomas, ancien conseiller général de Trarzac, le maire de Pierrefonds, les membres du Cercle, les maires et adjoints des communes voisines.

Au dessert, plusieurs toasts ont été portés. M. Balvay boit à la presse en termes les plus sympathiques et les plus élogieux. M. Simyan boit à la municipalité de Pierrefonds et au Cercle du Progrès. M. de Lacroix boit à la liberté. M. Bouilly à ses amis et compatriotes de Pierrefonds, et M. Besset, dans une éloquent improvisation, à la probité politique.

Le soir, un grand bal, très réussi, a lieu chez M. Tardy.

LA RÉGION

LOIRE

Conseil général. — Hier s'est ouvert, à deux heures et quart la session du Conseil général de la Loire. Beaucoup de citoyens assistaient à l'ouverture de la séance. On attendait avec curiosité l'entrée du nouveau conseiller général socialiste, le citoyen Girodet.

Cocheur malade. — Hier, 17 courant, à quatre heures et demie du soir, place du Peuple, angle de la rue de la Comédie, le fiacre 13, attelé de deux chevaux, conduit par le sieur Pardon-Louis, 28 ans, demeurant rue Grenette, 10, a renversé M. Combe Marie, 28 ans, lingère, demeurant petite rue Saint-Jacques, 11.

Dans sa chute elle a eu le pied gauche luxé et se plaint aussi d'une dent brisée. Elle a été aussitôt relevée par le conducteur de l'attelage et reconduite chez elle dans sa voiture.

Vol de charbon. — On a arrêté, pour être à la disposition de M. le procureur de la République, les nommés :

Félix Garnier, âgé de 39 ans, manoeuvre, demeurant rue du Pavillon-Chinois, 1 ;

Claude Sabot, âgé de 27 ans, manoeuvre, demeurant rue St-Antoine, 32, prévenu de tentative de vol de charbon au préjudice de la compagnie des mines de la Loire.

Misère. — Arrestation des nommés ci-après sous inculpation de vagabondage :

Jean Fayet, 28 ans, crocheteur, sans domicile fixe ;

Claude Mariot, 40 ans, crocheteur, sans domicile fixe ;

Alexis Marconnet, mineur, sans domicile fixe ;

Jean Saurin, 41 ans, crocheteur, sans domicile fixe ;

Léon Lespiau, 31 ans, chauffeur, sans domicile fixe ;

Jean Bouillard, 29 ans, journalier, sans domicile fixe ;

Saint-Jean-Bonnefonds. — Dimanche soir, les citoyens de St-Jean, du Grand-Cimetière et de Terrenoire, étaient convoqués à la Baillière par le citoyen Colombet, conseiller général, qui venait rendre compte de son mandat.

Ont été nommés : président, le citoyen Cholle ; secrétaire, le citoyen Chonot.

Le citoyen Colombet excuse le citoyen Girodet, absent, pour les raisons indiquées à la réunion de Terrenoire.

Après avoir expliqué ce qu'il avait fait, le conseiller général du canton Nord-Est a abordé la question des chemins de fer.

Il lui a été donné mandat à l'unanimité de soutenir la ligne de St-Etienne à Lyon par Morant et en principe de repousser toutes les décisions prises par le Conseil général, antérieurement en ce qui concerne les chemins de fer à voie étroite.

Un vote de confiance a été émis à l'unanimité.

Le citoyen Colombet est autorisé par les membres de son comité présents et les électeurs de St-Jean, à agir comme il lui paraît bon dans les intérêts du canton et des travailleurs qu'il représente.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

Comité de l'Alliance du III^e arrondissement. — Tous les membres du comité des républicains radicaux socialistes et indépendants qui voudront participer à la lutte électorale pour le deuxième tour de scrutin, sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu aujourd'hui 19 avril, à 8 heures du soir, café de la Jeune France, 2, rue Montebello.

Ordre du jour : Scrutin de ballottage.

On trouvera des lettres à la porte.

Le Comité.

Parti ouvrier. — Groupe d'études l'arrondissement de Saint-Étienne, à 8 heures 1/2 du soir, réunion extraordinaire et urgente, au local habituel, salle Brunet, cours Vitton, 12.

ORDRE DU JOUR

Attitude des socialistes au scrutin de ballottage.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Commission électorale des républicains socialistes du 6^e arrondissement

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Scrutin de Ballottage du 24 avril 1887

Citoyens électeurs, Nous venons d'abord vous remercier de la majorité que vous avez bien voulu accorder à notre candidat, le citoyen J.-A. Deschamps, et d'avoir prouvé que vous étiez adversaires, tant de la politique de promesses et d'ajournement, que des solutions violentes.

Nous avons tenu la promesse que nous vous avons faite de ne faire aucune personnalité, mais si soucieux de l'honneur de notre parti, nous avons choisi un candidat d'un passé irréprochable, qu'aucune calomnie ne pouvait atteindre, nous n'avons pas jugé utile de célébrer ses mérites, nous avions pourtant plus que tout autre le droit de parler de la fermeté de ses convictions, de sa valeur personnelle et de sa haute intégrité.

Nous espérons donc que les républicains, dignes de ce nom et soucieux de l'honneur de la République et de la discipline républicaine, se rallieront à notre candidat.

J.-A. DESCHAMPS

Mécanicien

Vu et approuvé, J.-A. Deschamps

La Commission électorale

Collard Bigex, Paul Boher, Quentin, Koch fils, Paul Sirand, Fine, Coudat, Chautard, Rive aîné, J. Charvet, Fillon.

LYON ET LE RHONE

Festival du Grand-Trou. — Le programme du festival du Grand-Trou a été en tous points suivi avec un enthousiasme indescriptible. Presque toutes les sociétés conviées à cette fête avaient répondu à l'appel qui leur avait été fait.

L'air qui soufflait avec violence a été un léger trouble fête dans cette belle journée.

Sur tous les points de ce quartier populaire, des concerts avaient été organisés, chaque société y a été fort applaudie.

Mille personnes environ étaient à la conférence qui a eu lieu à quatre heures. Sous la vaste tente élevée dans la cour du groupe nous remarquons beaucoup de dames dans de ravissantes toilettes.

Sur l'estrade, MM. Guillaumon et Jaquier députés du Rhône et un grand nombre de conseillers généraux et municipaux. A l'ouverture, la musique des sapeurs-pompiers de Lyon a brillamment exécuté un pas redoublé. Alors M. Faure prend la parole sur le sujet annoncé : L'école sous la République.

« On reproche à la loi actuelle d'attenter à la liberté des pères de famille en les obligeant d'envoyer leurs enfants à l'école.

Mais s'il est une loi qui ordonne au père de nourrir son enfant, lui défende de le maltraiter, n'est-il pas juste qu'il y ait une loi à côté qui l'oblige à lui donner la nourriture de l'intelligence et lui interdise de violenter sa personne ?

Le conférencier a été à la hauteur de son rôle et a recueilli des applaudissements bien mérités.

Vient ensuite la distribution des médailles aux sociétés. Les musiques exécutent les meilleurs morceaux de leur répertoire, et l'on se dirige vers l'avenue de Ponts, où un superbe banquet attend les nombreux convives qui gèleront du restaurant Laverrière le meilleur souvenir.

Le citoyen Fond, un des vétérans de la démocratie lyonnaise, ancien représentant du peuple en 1878, dans des termes émus, répond au toast que vient de lui porter M. Guy, adjoint du 3^e arrondissement.

Plusieurs discours ont été prononcés, nous voudrions les reproduire tous, mais l'espace nous manque, même pour les analyses.

Le feu d'artifice de la maison Aulagne a été des plus merveilleux, toutes les pièces ont obtenu un succès de curieux enthousiasme.

Le groupe scolaire, qui est l'œuvre de M. Duret, architecte, est un des mieux conçus de notre ville.

Nouveau confrère. — On annonce pour le 24 de ce mois, l'apparition d'un nouveau journal hebdomadaire, le *Quand même*, avec ce sous-titre : « organe spécial des revendications françaises ».

Nous ignorons si les idées que représentera la nouvelle feuille se rapprochent de celles que nous défendons à la Tribune, mais on sait que si la controverse et les sentiments de bonne confraternité étaient bannis du reste de la terre, on les retrouverait encore dans la presse lyonnaise. Nous souhaitons donc au nouveau venu, quel qu'il soit, ami ou contradicteur, prompt succès et longue existence.

Mutilité. — Aujourd'hui mardi, séance publique du conseil municipal, à l'Hôtel-de-Ville.

Hôpital général. — Le vent était hier aux fractures de jambes gauches. Trois de ces cas se sont produits dans la journée et ont nécessité le transport des victimes à l'hôpital général, où elles ont été admises d'urgence.

Ce sont les nommés : Joséphine Minangon, âgée de 23 ans, rue des Capucins, 17 ; Jean Gachet, cours Lafayette, 110 ; et Jean Masson, apprenneur, rue de Crillon, 31. Tous les trois doivent leur accident à une chute de leur hauteur.

Givors. — Nous recevons de Givors la lettre suivante, avec prière de l'insérer :

Electeurs républicains, Le comité républicain investi de votre confiance pour le choix des candidats au conseil municipal tient à vous remercier de l'empressement que vous avez mis à faire triompher la liste toute républicaine.

Votre attitude en cette occasion est la plus belle preuve de votre attachement à nos institutions républicaines, de votre désir de voir le bien dans les esprits libérés de la marche à la ruine marcher à la marche à l'avant du progrès.

Cette voie, c'est le moyen le plus sûr d'arriver à vos fins indifférentes. Dans le langage de la démocratie, il y a place pour toutes les bonnes volontés.

Que les succès que vous venez de remporter ne paraissent pas vos efforts à venir, souvenez-vous toujours que dans cette guerre,

qui n'est malheureusement pas encore terminée, de la liberté contre la tyrannie, vous êtes des sentinelles d'avant-garde, et que votre devoir comme tel est de veiller avec tant de courage, révélez de nous ramener à l'esclavage, trouvent toujours devant eux des hommes fermes et résolus, prêts à défendre la Liberté, le Droit et la Justice.

C'est dans l'espoir de vous retrouver encore plus nombreux aux prochaines luttes que nous vous disons merci et au revoir.

Vive la République !

Le Comité démocratique.

ECHOS DES THÉÂTRES

Grand concert au bénéfice de la 111^e société de secours mutuels des artistes musiciens. Demain mercredi, Patrie, grand opéra en 5 actes et 6 tableaux.

CONSEIL GÉNÉRAL DU RHONE

Séance du 18 avril

PRÉSIDENCE DE M. NOLOT

La séance est ouverte à 2 heures.

Après la présentation du nouveau préfet, M. Gamelin prend la parole et fait l'éloge de son prédécesseur, M. Massicaut.

Il affirme ses sentiments républicains et déclare qu'il sera toujours le fidèle exécutif des votes du conseil général.

M. Nolot fait ensuite l'éloge funèbre de M. Gay dont il rappelle les aptitudes administratives et l'assiduité aux séances du conseil.

M. Carssé étant absent pour raisons de santé, la parole est donnée à M. Guichard pour lire le rapport dans lequel sont exposés les travaux et les décisions de la commission départementale.

M. Terver demande la parole et fait observer à M. le préfet que le nombre des dossiers supplémentaires pourrait être annexé au rapport officiel.

Acte est donné à M. Terver de son observation.

M. Foulhoux présente quelques critiques sur la façon dont la commission départementale a opéré la répartition du crédit alloué pour les gratifications aux secrétaires des maires, dont les archives sont les mieux tenues.

Il s'engage à prouver que dans le canton de Limonest, les onze secrétaires de mairie qui n'ont pas été jugés dignes de la prime, ont fait autant d'efforts et tiennent aussi bien leurs archives que celui qui a été récompensé.

Une discussion s'engage à ce sujet entre MM. Clapot, Foulhoux, Rebatal, Terver, Carrier et le président.

M. Carrier réclame avec instance le vote d'un blanc à la commission départementale.

M. Foulhoux affirme que sur 264 communes, il y a au moins 200 secrétaires qui sont dignes de la même récompense et déclare se rallier à la proposition de M. Carrier.

M. Clapot demande la parole. Il fait observer que ce n'est point à la dernière commission départementale, mais bien à celle de 1886 que la répartition incriminée est imputable.

Le Président consulte le conseil, puis déclare qu'il ne mettra aux voix aucune des propositions qui viennent d'être faites, laissant à chacun des membres de l'assemblée départementale la faculté de présenter ses observations au cours de la session.

La séance est levée.

Demain, séance de commission à 2 heures. Mercredi 20 courant, séance publique à 2 heures.

DECÈS ET INHUMATIONS

Du 19 avril

1^{er} arrondissement. — Vve Mathilde Rambaud, 62 a., r. Lanterne, 30, 7 h. ; Gabrielle Frauchet, 5 a., q. St-Clair, 9, 9 h. ; Joseph Bouchard, 49 a., Grande-Croix, 49, 11 h. ; Edmond Gaublin, 50 a., r. Terme, 14, 5 h. ; Louise Hauser, 3 j., montée St-Sébastien, 17, 5 a.

2^e arrondissement. — Pierre Meunier, 67 a., q. d'Occident, 8, 8 h. ; André Vincent, 2 a., r. de la Charité, 7, 10 h. ; Marie Bourget, 33 a., r. Remparts-d'Ainay, 17, 11 h. ; Pierre Martin, 32 a., c. Suchet, 38, 6 h. s. ; Marie Mathoux, 28 a., Hôtel-Dieu, 10 h. ; Vve Jeanne Gaud, 68 a., Hôtel-Dieu, 2 h. ; André Monin, 72 a., Hôtel-Dieu, 12 h.

3^e arrondissement. — Jules Roucheux, 15 a., r. d'Avignon, 2, 11 h. ; Victor Gauthier, 3 a., pl. Louis, 5, 2 h. ; Jean Leblanc, 2 a., r. du fort Colombar, 4, 10 h. ; François Tournes, 73 a., r. Paul-Bert, 48, 4 a. ; Jean-Benoît, 53 a., r. de la Lône, 43 a., 6 h. s. ; Jean-Benoît, 53 a., r. de la Lône, 43 a., 6 h. s.

4^e arrondissement. — Joseph Gojon, 76 a., r. du Mail, 7 h. ; 4 h.

5^e arrondissement. — Adolphe Rejanin, 52 a., r. Des Cousins, 4, 11 h.

6^e arrondissement. — Pierre Coudon, 61 a., r. de Créquy, 94, 2 h. ; Jacques Vignon, 71 a., au portee de Loyasse, 4 h.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

Observations du 18 Avril

Par J.-E. FASSE, St de Gaffie et Darlot, opticien r. de l'Hôtel-de-Ville, 12 (Palais-St-Pierre)

THERMOMÈTRE			BAROMÈTRE (Lyon) à 15°		
9 H. M.	MINIMA	MAXIMA	9 H. M.	MINIMA	MAXIMA
3.5	0.4	9.8	756.5	754.6	756.5

Humidité en centièmes. 60.
Vent direction. N.
Force. Modérée.
Pluie par millimètres. 0.
Direction des nuages. 3.
État du ciel. Un peu brumeux.

BULLETIN FINANCIER

Bourse de Lyon du 18 avril

Pas de nouvelles politiques et financières troubles de l'Atchamistan qui paraissent prendre une extension inquiétante.

Le marché est en proie à une agitation assez vive pour les affaires, mais le mouvement est dominé et l'on reste ferme. La réaction serait pourtant bien dangereuse si elle venait à se produire.

Le 3^e avril, le 17 de la rue Montaigne, lorsque l'apercu, sur le trottoir, deux individus : l'un blond coiffé d'un chapeau rond couleur café au lait, vêtu d'un pardessus moyen, le col relevé ; l'autre était plus petit, très brun, de cheveux, avec moustaches noires, le teint bruni, coiffé également d'un chapeau rond mais noir, et vêtu d'un complet en drap foncé.

Les nouvelles de Bokhara portent que les ministres du khan avaient décidé de provoquer la révolte parce que le khan se montre favorable aux Russes, malgré le vœu de son père.

La conspiration ayant été découverte, plusieurs ministres ont été décapités ; les autres se sont enfuies à Balk.

Un espion européen déguisé en musulman a été arrêté à Merv.

NOTES DE BOURSE

Paris, 18 avril.

Les cotes des marchés sont un peu faibles et sans affaires. La bourse de Paris conserve le cours de Paris, sans avances nouvelles. Les dispositions du marché restent favorables à la hausse. Les consolidés sont apportés en réaction de 1/8. Il n'y a pas de modifications sur les chemins de fer et les valeurs.

BOULEVARD

3^e 81 25 — 4^e 81 25 — Turc, 13 97.
— Extérieure, 64 13/16. — Égypte, 387 18.
— Banque, 515 50. — Priorité, 500 50.
— Hongrois, 82 3/16. — Italien, 98 60 — Portugais, 57 1/16. — Lemberg, 50 50. — Lourde.

Dernières Dépêches

PAR FIL SPÉCIAL DE LA « TRIBUNE »

LE NAUFRAGE DU « VICTORIA »

Dieppe, 18 avril.

Suivant des renseignements officiels, 26 personnes ont disparu dans le naufrage du *Victoria*. Le renflouement du navire est reconnu impossible.

LE NAUFRAGE DE LA « TASMANIA »

Ajaccio, 18 avril.

Les naufragés de la *Tasmania* ont passé la nuit sur l'arrière du navire, l'avant étant submergé.

Ils ont été sauvés, ce matin, par un yacht anglais et un navire français le *Perséphone*.

Le commandant, deux officiers et 22 chauffeurs indiens ont péri.

GRÈVE DE MINEURS

Charleroi, 18 avril.

Une grève a éclaté, ce matin, dans le charbonnage de Bourbier, près Charleroi. Les grévistes, au nombre de 400, sont calmes.

DUEL LORRAIN-MAZEROT

Paris, 18 avril.

A la suite d'une violente polémique entre l'*Événement* et le *Gil Blas* un duel a eu lieu aujourd'hui entre M. Jean Lorrain et M. René Mazerot.

A la première reprise, M. Mazerot a été atteint à la partie interne du biceps.

A la seconde reprise, M. Mazerot a reçu un coup d'épée de quatre centimètres de profondeur dans la partie médiane de l'avant-bras.

LESCANONS DU DUC D'EDIMBOURG

Londres, 18 avril.

A la chambre des communes M. Gourley a demandé pourquoi le duc d'Edimbourg n'a pas salué la flotte française à Cannes.

Lord Hamilton a répondu que le vaisseau amiral Alexandra étant d'escadre n'avait pas le nombre de canons réglementaires.

LE NOUVEAU CABINET ITALIEN

Rome, 18 avril.

M. Depretis a annoncé la formation du nouveau cabinet. Il a déclaré que le ministère suivra une politique de paix.

Quand à la question égyptienne, M. Depretis a déclaré que la chambre ne se laissera pas entraîner à des entreprises qui ne seraient pas longuement méditées et étudiées.

EXPULSIONS DE CITOYENS FRANÇAIS

Sarguemines, 18 avril.

Quatre personnes ayant opté pour la nationalité française, ont été expulsées de Sarguemines.

NOUVEAU SINISTRE EN MER

Lisbonne, 18 avril.

A la suite d'une collision, le vapeur *Baltia*, faisant le cabotage des côtes du Brésil, a sombré près de Pernambuco.

70 passagers sur 200 ont été noyés. Les pertes sont évaluées à trois millions.

UN VŒU POLITIQUE

Versailles, 18 avril.

Le conseil général a renvoyé à la commission un vœu en faveur de l'élection des maires par le suffrage universel.

L'INSURRECTION AFGHANE

Bombay, 18 avril.

L'émir de l'Afghanistan a envoyé une batterie d'artillerie, deux régiments d'infanterie et deux de cavalerie pour attaquer plusieurs tribus insurgées qui ont juré de combattre contre lui jusqu'à la mort.

Les nouvelles de Bokhara portent que les ministres du khan avaient décidé de provoquer la révolte parce que le khan se montre favorable aux Russes, malgré le vœu de son père.

La conspiration ayant été découverte, plusieurs ministres ont été décapités ; les autres se sont enfuies à Balk.

Un espion européen déguisé en musulman a été arrêté à Merv.

ACCIDENT DE CHEMIN DE FER

Monsieur, 18 avril.

Le train n° 33 a déraillé à Mons, près de Valenciennes.

Le mécanicien et deux voyageurs ont été grièvement blessés ; les voies sont obstruées.

UNE AGRESSION CONTRE LA POLICE

Narbonne, 18 avril.

Le commissaire spécial et l'inspecteur de police Massus, qui avaient opéré l'arrestation d'un sujet espagnol, accusé de meurtre, ont été

victimes d'une agression de la part de huit ou dix personnes, qui ont tiré sur eux environ vingt coups de revolver.

Une balle a perforé la cuisse de l'inspecteur Massus.

